

DECISION DU PRESIDENT

Le Président de la Communauté de communes Thelloise ;

Vu les articles L.2122.21 et L.5211.9 et L.5211.10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil ;

Vu les arrêtés préfectoraux en date du 2 décembre 2016 et 19 juin 2017 portant respectivement création et fusion de la Communauté de communes et modification des statuts de la Communauté de communes Thelloise ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 mai 2024 portant modification des statuts de la Communauté de communes Thelloise ;

Vu la délibération n° 160720-DC-001 du 16 juillet 2020 portant élection du Président de la Communauté de communes ;

Vu la délibération n° 160720-DC-004 du 16 juillet 2020 portant délégation des attributions de l'organe délibérant au Président ;

Vu le courrier de madame la Préfète de l'Oise en date du 2 août 2024 notifiant à la Communauté de communes la labellisation effective France services à compter du 29 juillet 2024 ;

Considérant que la Communauté de communes s'engage à accompagner les publics dans leurs démarches administratives dématérialisées par l'ouverture d'un espace France services multisites ;

Considérant que la commune de Sainte-Geneviève met à disposition des locaux sécurisés et du mobilier afin de permettre à la Communauté de communes Thelloise de tenir les permanences physiques ;

Considérant que la Communauté de communes quant à elle, met à disposition le personnel dédié et le matériel informatique adéquat ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature avec la commune de Sainte-Geneviève d'une convention d'occupation de locaux à usage de bureaux pour la tenue des permanences France services les jeudis de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

Article 2 : La convention est conclue pour une durée de 15 mois à compter du 1^{er} octobre 2024. Elle se renouvelle ensuite annuellement par tacite reconduction sans pouvoir excéder une durée maximum de 5 ans.

Article 3 : La mise à disposition est consentie à titre gracieux.

Article 4 : La Directrice Générale des Services de la Communauté de communes et le Comptable Public du Service de Gestion Comptable de Méru, Receveur de l'Etablissement Public, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui fera l'objet des mesures de publicité réglementaires.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

060-200067973-20241119-2024-DP-078-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/11/2024
Affichage : 20/11/2024

Neuilly en Thelle, le 19 novembre 2024

